



CE N'EST

QU'UN DEBUT !

300 000 personnes ont manifesté le 20 janvier, les grévistes atteignant 60 ou 70% dans l'Education nationale, 55% au ministère des Finances, avec les trains arrêtés, et des postiers en alerte sur le service qui se dégrade. Les hospitaliers protestent contre les budgets étriés, les médecins ne veulent pas que la réforme de l'assurance-maladie se réduise à faire le tri parmi les malades, pendant que les spécialistes sont autorisés à dépasser les tarifs remboursés par la Sécurité sociale.

A nouveau, les salariés occupent la rue, comme en 2003. Pas pour des revendications corporatistes, comme une propagande insupportable essaie de l'insinuer. Mais, pas non plus pour une journée sans lendemain. Il s'agit d'une unité retrouvée, d'une forme d'action politique directe, par la grève et la manifestation. C'est la bonne direction pour faire reculer ce gouvernement brutal et cynique.

EN FRANCE COMME EN EUROPE,

ON N'EN VEUT PAS DE CETTE POLITIQUE-LA !

Si 65% des Français soutiennent les grèves, c'est qu'un fossé sépare la population des gouvernants. Mais ce n'est pas la première fois. Depuis 10 ans, depuis le grand mouvement de novembre-décembre 1995, les politiques de privatisations des services publics, de liquidation de la Sécurité sociale et du Code du travail, de liberté de licencier sans entrave, d'appauvrissement des chômeurs, sont rejetées, qu'elles soient portées par une droite dure ou une gauche trahissant ses soutiens populaires. C'est le même mouvement qui a rejeté Raffarin aux élections de 2004, après avoir combattu sa loi sur les retraites. La lutte sociale est populaire, majoritaire.

Ces politiques dominantes sont refusées parce qu'elles préparent une société où la concurrence règne dans tous les domaines, où la richesse va à la richesse, où la pauvreté et la précarité envahissent tout. Ce sont ces politiques que les chefs d'Etats d'Europe veulent éterniser par la Constitution qui est déjà en train de s'appliquer.

L'AUGMENTATION DES SALAIRES UNIFIE LE PRIVE ET LE PUBLIC !

Le point de départ de la grève dans la fonction publique, ce sont les provocations du gouvernement contre les salaires des fonctionnaires, accusés d'être des « privilégiés » avec la sécurité d'emploi. Mais en tapant sur le secteur public, le gouvernement veut montrer l'exemple à suivre partout. Le salaire est de plus en plus individualisé ou remplacé par des primes. Les baisses d'impôts ne profitent qu'aux plus riches, elles ne changent rien pour les Smicards et les chômeurs. La part des salaires dans la richesse a diminué de 10% depuis 1983.

Le chantage entre hausse du salaire et augmentation du temps de travail, c'est un retour en arrière de 50 ans. En détruisant les 35 heures, le Medef veut revenir à la négociation individuelle du travail, sans loi, sans protection.

Pour défendre la réduction du temps de travail, pour créer des emplois et réduire le chômage, il faut défendre les salaires de tous, privé et public. Non par des heures supplémentaires, mais par une augmentation uniforme de 300 euros, par un SMIC à 1500 euros, indexé sur le coût de la vie, et qui doit redevenir le seuil au-dessous duquel personne ne doit tomber, salarié ou chômeur.

FAIRE DU 5 FEVRIER UNE ETAPE VERS UN MOUVEMENT GENERAL

L'unité réalisée le 5 février peut servir de point d'appui vers un mouvement d'ensemble, si elle s'accompagne aussi d'assemblées générales, de liens entre secteurs public et privé, de solidarités nouvelles entre chômeurs et salariés. L'année 2005, après les reculs subis depuis que Chirac, Raffarin, Sarkozy sont aux commandes, peut être une année de contre-offensive sociale. Sans attendre les élections de 2007. Et pour imposer des choix politiques autour de la priorité aux services publics, à l'emploi, au droit social, à la sécurité sociale collective.

Le 24 janvier 2004

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :